

Cadavres du Lac Rweru : Un avion rwandais survole le Nord du Burundi

@rib News, 30/09/2014 Un avion qui serait venu du Rwanda a survolé lundi une partie de la province de Muyinga, au dessus de l'endroit où sont enterrés les 4 corps de prisonniers rwandais repâchés dans le lac Rweru. Selon des reportages locaux, cet avion identifié comme étant rwandais, a survolé l'endroit situé près du lac Rweru, où sont enterrés les 4 corps non encore formellement identifiés.

Ceci rappelle une tentative d'enterrement de ces quatre cadavres de leurs tombes il y a à peine une semaine. En effet, des gens venus de 4 bateaux "probablement du Rwanda" selon les témoignages des pêcheurs (rwandais comme burundais) se sont introduit dans le site abritant les 4 tombes. Alerté par une sentinelle des pêcheurs, l'armée burundaise était vite intervenue et les assaillants se sont échappés laissant derrière eux une pelle et une tente. Les deux objets devraient servir dans le transport après avoir déterré ces corps à l'aide de cette pelle. Kigali a peur des enquêtes Selon des sources sur place qui citent Theos Badege, un haut cadre de la police rwandaise et dont le nom est souvent revenu depuis le début de ces découvertes en juillet 2014, le Rwanda n'a pas besoin de faire des enquêtes parce qu'il n'a perdu personne. Theos Badege estime que seul le Burundi a les prérogatives de faire des enquêtes sur ces cadavres parce qu'ils ont été découverts dans les eaux du Burundi et non dans celles du Rwanda. Mais les Rwandais disent qu'ils peuvent appuyer Bujumbura dans la recherche de la vérité si jamais ils sont sollicités pour le faire. Mais Bujumbura ne semble pas être intéressé par cette offre de Kigali qui est impliquée dans cette affaire selon les témoignages des pêcheurs et même de l'administration burundaise. Selon RFI, des négociations sont en cours avec les États Unis d'Amérique et le Burundi pour l'envoi d'une équipe "d'experts légistes" pour l'identification des victimes de cette barbarie. Selon RFI, le Burundi a reçu une proposition des américains de faire recours aux agents du FBI et a directement accepté. "Nous n'avons rien à cacher" avait dit le porte-parole du Gouvernement Philippe Nzobonariba. La même proposition, selon des sources américaines, a été livrée à Kigali. Jusqu'à présent, aucune réponse n'a été donnée selon ces sources anonymes. "Des victimes" Des organisations de défense des droits humains avaient alerté qu'il y a eu des disparitions dans ce pays du nord du Burundi. Très récemment, trois organisations de la LDGL basées à Kigali ont accusé à demi-mot Kigali d'être derrière ces cadavres qui flottent sur les eaux du Rweru au nord du Burundi. Trois organisations, LDGL, Ligue Iteka et FIDL avaient demandé des enquêtes urgentes pour savoir les qui sont les victimes. Provocation Des sources sur place à Muyinga près du lac Rweru semblent accuser d'être à l'origine de la provocation par le Rwanda. Ainsi, jeudi dernier, cinq pêcheurs burundais ont été retenus des heures durant par un groupe de soldats rwandais de la marine. Les militaires burundais ont été alertés par des Rwandais qui n'ont rien à voir dans ces conflits. C'est ainsi qu'un groupe de l'armée burundaise est parti récupérer de force ces cinq pêcheurs des mains des soldats rwandais. L'un de ces pêcheurs avait été jeté dans l'eau vivant et a été sauvé par l'armée burundaise. Actuellement, le Rwanda semble "provoquer le Burundi" en survolant son ciel au dessus du lac Rweru dit Kayinamura Beninka, un expert régional basé au Burundi. Entre temps, il déplore une campagne de désinformation initiées par Kigali et dont certains travailleurs de Contacts FM au Rwanda semblent adhérer. Au Burundi, l'expert note la prudence dans le traitement de ces informations en rapport avec ces cadavres du Lac Rweru par les médias locaux. Il estime qu'avec le degré de développement des médias burundais, la liberté d'expression et la présence des ligues et associations des droits de l'homme engagées au Burundi, jusque sur les collines, il est difficile de dire qu'un citoyen burundais puisse être porté disparu sans qu'on s'en rende compte et sans que les médias ou les organisations de la société civile ne soient avisés, a noté Kayinamura Beninka.